

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 29 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GAZEL ENERGIE GENERATION

20 quai de Moulin
BP 21
71300 MONTCEAU LES MINES

Références : CP/MV/2022/C_216
Code AIOT : 0005401195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement GAZEL ENERGIE GENERATION implanté 20 quai de Moulin BP 21 71300 MONTCEAU LES MINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des opérations de réhabilitation du site de la centrale thermique au charbon mise à l'arrêt le 30 mars 2014 et placée en « réserve froide » jusqu'au 31 décembre 2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZEL ENERGIE GENERATION
- 20 quai de Moulin - BP 21 - 71300 MONTCEAU LES MINES
- Code AIOT : 0005401195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Ex IED - MTD

La première Centrale Thermique de Lucy a été construite par la Société Houillères des Mines de Blanzay (SHMB) à partir d'août 1917.

L'historique du site peut être découpé en 3 périodes distinctes :

Période Lucy I (1919-1943) : Lors de sa mise en service en janvier 1919, la centrale est équipée de douze chaudières et de deux turboalternateurs d'une puissance totale de 10 MW. En 1920, deux groupes complémentaires (l'un de 10 MW, l'autre de 15 MW) sont installés.

Période Lucy II (1943-1970) : La construction de Lucy 2 est décidée. Elle viendra en remplacement de Lucy I et comprend deux groupes de 40 MW.

Période Lucy III (1970 – 2014) : En 1971 la centrale Lucy II est stoppée et remplacée par Lucy III, une nouvelle centrale au charbon pulvérisé. Cette centrale est construite au nord de la centrale Lucy II. En 1977, une partie du site de la centrale de Lucy II est cédée à la SOCCRAM (chauffage urbain). À partir de 1992, l'arrêt de l'exploitation en mine profonde impose d'alimenter la centrale de Lucy III en charbons de découvertes (en mélange avec du coke de pétrole).

En 1995, Charbonnages de France crée une nouvelle filiale regroupant les unités de production électrique, la SNET (Société Nationale d'Électricité et de Thermique).

Depuis, plusieurs exploitants se sont succédés sur le site. Le dernier est la société GAZEL ENERGIE Génération qui a succédé à UNIPER France Power SAS en 2019 suite au rachat des activités françaises du groupe UNIPER par le groupe tchèque EPH.

GAZEL ENERGIE Génération poursuit les opérations de la réhabilitation du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi des travaux de réhabilitation
- gestion des eaux pluviales
- surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 2.2	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution et des risques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 2.2	/	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Travaux de réhabilitation - Phase 2	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1	/	Sans objet
2	Suivi et récolement des travaux	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1.2	/	Sans objet
3	Conformité du site avec l'usage futur	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater l'achèvement des travaux de la phase 2 de la réhabilitation du site, notamment :

- la déconstruction de Lucy 2 et du poste de transformation de 63 kV situé à proximité,
- le traitement par excavation des terres impactées au niveau de la fosse de récupération des eaux et égoutures du poste de transformation 63 kV et la canalisation associée,
- la dépollution des zones impactées qui n'avaient pas été traitées lors de la phase 1, à savoir les deux zones situées sous les bâtiments Lucy 2 rendues accessibles (TM 4 et TM 5) et la fosse de récupération des eaux et égoutures du poste de transformation 220 kV qui a été démantelé en phase 1,

- le remblaiement des excavations par des matériaux dont la qualité est compatible avec les objectifs de dépollutions,
- l'évacuation en filières dédiées des matériaux excavés dont la qualité ne permet pas une réutilisation sur site.

Cependant, le rapport de fin de travaux indique que les objectifs de réhabilitation n'ont pas pu être totalement réalisés en raison de limites techniques (présence d'infrastructures, fouille en eau) ou environnementales (présence d'une couche argileuse en fond de fouille à préserver), sauf pour le secteur TM5. L'exploitant a cependant indiqué qu'il reprendrait ultérieurement le traitement du secteur impacté à proximité du bâtiment Lucy 3 lors de la phase 3 de la réhabilitation du site.

Avant la libération des terrains, l'exploitant devra justifier que leur état est conforme au niveau de risque résiduel acceptable vis-à-vis de l'usage futur du site. Une actualisation de l'analyse des risques sera formalisée ultérieurement. Elle nécessitera une analyse des gaz du sol compte tenu de la voie de transfert retenues (inhalation de polluant sous forme gazeuse).

Ces éléments sont attendus dans le dossier de remise en état à adresser au préfet à la fin des travaux de réhabilitation du site et qui servira de base à l'inspection pour établir le procès-verbal de récolement des travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux de réhabilitation - Phase 2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des zones impactées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société GAZEL ENERGIE, (ex UNIPER France Power SAS), ci-après désignée l'exploitant, réalise les travaux de réhabilitation de son site de MONTCEAU-LES-MINES conformément aux dispositions décrites dans le plan de gestion (rapport RESICE03995-02 du 31/05/2016).
Constats : La réhabilitation du site est menée en plusieurs phases et selon un calendrier qui a évolué depuis le calendrier initial de 2017. Pour mémoire, les travaux de la phase 1 ont été réalisés de août 2018 à janvier 2020 (évacuation du charbon présent au moment de l'arrêt du site et démantèlement des infrastructures du parc à charbons, traitement par excavation des zones impactées par des substances organiques, démantèlement du poste de transformation de 225 kV). Les travaux de la phase 2 concernait principalement : <ul style="list-style-type: none"> • le désamiantage et la déconstruction du bâtiment Lucy II et du poste de transformation de 63 kV, • le traitement par excavation de 2 zones impactées par des substances organiques à l'aplomb du bâtiment Lucy II (TM4) et TM5) qui n'avaient pas pu être traitées en phase 1 compte tenu de la présence du bâtiment, • le traitement par excavation des fosses de récupération des eaux et huiles PCB des postes de transformation électriques 63 kV et 225 kV et des canalisations liées, • le désamiantage de la gaine des fumées sud de Lucy 3. Les travaux ont été réalisés du 10 janvier au 3 mars 2022. La canalisation de 40 ml entre le poste de 63 kV et la fosse associée n'avait pas été investiguée lors des diagnostics initiaux et complémentaires. Les mesures mises en oeuvre par l'exploitant pour la gestion de cet ouvrage en béton et des terres impactées encaissantes ont été l'excavation des terres et le retrait de la canalisation, l'évacuation des matériaux (bétons et terres) dont la teneur en polluants est supérieure aux objectifs de réhabilitation et le remblaiement des excavations. Ces mesures de gestions sont conformes aux dispositions décrites dans le plan de gestion (rapport

RESICE03995-02 du 31/05/2016).

Un rapport de fin de travaux a été établi à l'issue de la phase 2. Il justifie que les travaux ont été menés conformément aux dispositions décrites dans le plan de gestion (rapport RESICE03995-02 du 31/05/2016) : excavation et évacuation des terres impactées par des substances organiques et des PCB.

Cependant, le rapport de fin de travaux indique que les objectifs de réhabilitation n'ont pas pu être totalement atteints pour certaines zones impactées par des substances organiques en raison de limites techniques (présence d'infrastructures, fouille en eau) ou environnementales (présence d'une couche argileuse en fond de fouille à préserver).

En particulier, les terrains situés entre la fosse 220 kV et le bâtiment Lucy 3 présentent des concentrations notables en hydrocarbures (maximum de 1830 mg/kg en bord de fouille pour un objectif de 460 mg/kg) et en PCB (maximum de 5,3 mg/kg en bord de fouille pour un objectif de 0,4 mg/kg) . L'exploitant a prévu de reprendre le traitement de cette zone lors des travaux de la phase 3 qui vont concerner le bâtiment Lucy 3.

L'inspection a permis de constater que les travaux de déconstruction avaient été réalisés et que les excavations avaient été remblayées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi et récolement des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi et récolement des travaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre une organisation indépendante des prestataires en charge des opérations de dépollution afin d'assurer un suivi des mesures de gestion au fur et à mesure de leur avancement, conformément au plan de gestion et aux dispositions fixées par le présent arrêté.

Constats : L'organisation retenue pour les travaux de la phase 2 est la suivante :

- entreprise chargée des travaux : TCPO Démolition qui a sous-traité les travaux de dépollution à ORTEC SOLEO,
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux de dépollution : GINGER BURGEAP.

Cette organisation répond à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conformité du site avec l'usage futur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité du site avec l'usage futur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établi pour les différentes zones du site sur lesquelles sont réalisées des travaux un état du niveau de dépollution atteint et des niveaux de pollution des sols laissés en place. Il s'assure que cet état est conforme au niveau de risque résiduel acceptable vis-à-vis de l'usage futur du site. Pour cela, une analyse des risques résiduels est réalisée sur la base des concentrations résiduelles mesurées sur site à l'issue des travaux de dépollution notamment lorsque les concentrations résiduelles ne respectent pas les objectifs fixés par le plan de gestion précité. Au droit des futurs bâtiments, une campagne de prélèvement d'air des sols est réalisée en période favorable au dégazage (période chaude).
Constats : Un rapport de fin de travaux a été établi à l'issue de la phase 2. Il indique que les objectifs de réhabilitation n'ont pas pu être totalement atteints pour les zones impactées par des substances organiques dont des PCB en raison de limites techniques (présence d'infrastructures, fouille en eau) ou environnementales (présence d'une couche argileuse en fond de fouille à préserver), sauf pour le secteur TM5. Les excavations ont été comblées. L'exploitant a cependant indiqué qu'il reprendrait ultérieurement le traitement du secteur impacté à proximité du bâtiment Lucy 3. Le rapport indique que cette situation ne remet pas en cause la compatibilité du site avec l'usage industriel actuel et futur mais il ne justifie pas cette affirmation par une analyse des risques résiduels actualisée prenant en compte les teneurs résiduelles. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il estimait les teneurs résiduelles n'étaient pas alarmantes et que l'analyse des risques sera formalisée ultérieurement. Cette actualisation nécessitera une analyse des gaz du sol compte tenu de la voie de transfert retenues (inhalation de polluant sous forme gazeuse). Les opérations de dépollution et de réhabilitation n'étant pas encore menées à leur terme et les terrains n'étant pas libérés, l'absence d'analyse du risque résiduel à ce stade ne constitue pas une non conformité à la disposition contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution et des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Notamment, les eaux pluviales sont gérées conformément à l'étude de gestion des eaux pluviales présentée dans le rapport CESICE140867 / RESICE04302-04 du 03/06/2016.
Constats : L'étude de gestion des eaux pluviales présentée dans le rapport CESICE140867 / RESICE04302-04 retient : <ul style="list-style-type: none">• un découpage du site en 2 sous bassins : nord (parc à charbon...) et sud (Lucy 2 et 3),• un scénario de gestion pendant la phase de travaux comportant des fossés de collecte, 4 postes de relevages, 2 bassins tampon, dont 1 à créer, et 1 points de rejets par sous bassin,• un scénario de gestion post-réaménagement avec les mêmes équipements mais avec écoulement gravitaire. La visite du site et les échanges avec l'exploitant ont permis d'identifier plusieurs de ces ouvrages (bassin sud, postes de relevage) mais n'ont pas permis de s'assurer que les aménagements réalisés et la gestion des eaux pluviales étaient totalement conformes à ceux décrits dans l'étude citée ci-dessus (bassins nord non aménagé, obturation des points de rejets sous le niveau du sol non contrôlable...). <p>Demande de complément n°1 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser un récolement des travaux d'aménagement des réseaux d'eau du site avec l'étude de gestion des eaux pluviales. Si nécessaire, le plan des réseaux est actualisé et transmis à l'inspection des installations classées. Ce document décrira également la gestion des eaux pompées dans le puits situé en point bas dans le bâtiment Lucy 3 et évacuées dans le réseau des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution et des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toute disposition nécessaire à la prévention sinon à la limitation des risques de pollution de l'air, des eaux ou des sols, et des nuisances par le bruit et des vibrations lors de la réalisation des travaux. [...] Le rejet des eaux pluviales à la Bourbince doit respecter les conditions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08-05804 délivré le 18 novembre 2008. Il fait l'objet d'une autosurveillance trimestrielle dont les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport de fin de travaux indique que des arrivées d'eau ont été constatées dans les fosses 63 kV et 225 kV, qu'elles ont été pompées et traitées par une unité mobile de traitement d'eau (UTE) avant rejet dans le bassin de collecte des eaux pluviales du site. Ce bassin joue un rôle de régulation du débit des eaux pluviales collectées sur le site et rejetées dans la Bourbince. Il permet également la décantation de ces eaux. Les eaux pompées dans les excavations, en particulier celles des fosses de récupération des huiles des postes de transformations sont susceptibles d'être contaminées par les polluants dont les PCB et des hydrocarbures. Il est indiqué à l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/11/2008 : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. et à l'article 4.3.2 : La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. L'application combinée de ces deux prescriptions doit conduire l'exploitant à gérer ces eaux comme des déchets sauf à ce que leur qualité après traitement dans l'UTE soit compatible avec leur rejet dans le milieu récepteur, La Bourbince. Dans le cas contraire, le mélange de ces eaux avec les eaux pluviales avant rejet est assimilé à de la dilution. Le jour de la visite l'exploitant n'a pas pu confirmer que les eaux pompées dans les fosses avaient été contrôlées après traitement, mais avant "dilution" dans le bassin de collecte. Le journal de chantier joint au dossier des ouvrages exécutés des intervenants (DOE) transmis après l'inspection indique qu'une analyse en sortie de l'UTE a été réalisée le 28/01/2022 mais les résultats ne sont pas précisés. Demande de complément n°2 : L'exploitant communiquera les résultats des analyses des eaux de fond de fouilles rejetées dans le bassin tampon après traitement par l'UTE. L'inspection a pris connaissance de résultats de la surveillance des rejets du bassin sud dans la Bourbince. Ils respectent les valeurs
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines sont disposés en amont et en aval hydraulique du site par rapport au sens d'écoulement des nappes aquifères sous-jacentes. Aussi, le réseau de piézomètre du site sera complété par l'implantation d'une ouvrage à l'aval de Lucy II. Toute modification d'emplacement est réalisée en accord avec l'inspection des installations classées et est justifiée.</p> <p>Sur la base de ces piézomètres et des paramètres définis ci-après, l'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines sur les ouvrages précités à une fréquence trimestrielle pendant les travaux de réhabilitation. Elle est poursuivie semestriellement (période de « basses eaux » et « hautes eaux ») sur une période de quatre ans à compter de la date de transmission du mémoire de fin de travaux prévu à l'article 1.4 du présent arrêté.</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de quantification retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).</p> <p>Les paramètres analytiques à rechercher sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les métaux lourds (As, Cd, Cr III, Cr VI, Hg, Ni, Pb, Sn) ; • les hydrocarbures (fraction C10-C40) ; • les BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, o-, m- et p- Xylène) ; • les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ; • les composés organo-halogénés volatils (COHV) • les nitrites et nitrates ; • les cyanures ; • les chlorures ; • les sulfates ; • l'indice phénol. <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement, ainsi que les paramètres suivants : pH, oxygène dissous, potentiel d'oxydoréduction, température, conductivité.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer cette surveillance. En particulier, il s'assure du maintien de l'intégrité physique des piézomètres et réalise régulièrement les opérations d'entretien de leurs abords.</p> <p>Constats : L'exploitant assure le suivi de la qualité des eaux souterraines au moyen de 14 piézomètres implantés sur le site : Pz3 Pz4 Pz5C Pz5L Pz7 Pz11 Pz12 bis Pz13 Pz14 Pz15 Pz16 PzBGP1 PzBGP2 PzBGP3.</p> <p>Le PZ11 est utilisé pour relever le niveau piézométrique mais il présente peu d'eau, boueuses et ne fait pas l'objet de prélèvement.</p> <p>Les esquisses piézométriques indiquent que les eaux s'écouleraient majoritairement en direction de l'Est, Sud-Est en lien étroit avec la Bourbince.</p> <p>L'inspection constate que depuis le rebouchage de PZ6, le réseau ne comporte plus d'ouvrage à l'aval direct du bâtiment Lucy 3 et du poste de transformation 225 kV. Ce poste a été démantelé lors de la phase 1 mais le traitement de la cuve de récupération des eaux et des écoulements a été réalisé lors de la phase 2 (janvier- février 2022) et n'a pas permis d'atteindre les objectifs de réhabilitation fixés (voir le point de contrôle n°1). Un traitement complémentaire est prévu pendant la phase 3.</p> <p>Aussi, l'inspection considère qu'il y a lieu de ré-évaluer la suffisance du réseau de surveillance à l'aval de Lucy 3.</p>

Demande de compléments n°3 : L'exploitant ré-examinera la pertinence du réseau de surveillance des eaux souterraines, en particulier à l'aval de Lucy 3 et proposera les évolutions qui lui semblent nécessaires au regard des objectifs fixés par l'article 5.1 contrôlé.

Observation : Lors de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant d'intégrer la recherche des PCB dans ce suivi en raison du maintien dans les sols de spots de pollutions résiduelles en PCB à l'issue des travaux de la phase 2.

L'exploitant a confirmé qu'il contrôlera ce paramètre lors de la prochaine campagne prévue en octobre 2022.

Les résultats de la campagne d'octobre n'ont pas encore été communiqués à l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet